



REUNION DU COMITE DE PILOTAGE 7/2011¹

Procès-verbal

1. La septième réunion du Comité de Pilotage (CP) du Fonds de Reconstruction d'Haïti (FRH) a eu lieu 22 juillet 2011 à l'Hôtel Montana, à Port-au-Prince (voir Annexe 1 pour la liste des membres et observateurs). L'objectif principal de la réunion était d'examiner les demandes de financement mis en avant par le Gouvernement à la 7e réunion du Conseil de la CIRH, ayant eu lieu plus tôt le même jour. En outre, le Fiduciaire, le Secrétariat du FRH, et chacune des Entités Partenaires ont présenté une brève mise à jour de leurs activités depuis la dernière réunion du CP. L'ordre du jour de la réunion est détaillé à l'annexe 2 du présent procès-verbal

Bienvenue par le Président

2. Le Président a souhaité la bienvenue à tous les membres du Comité de Pilotage et a transmis les regrets du Ministre des Finances pour son absence. Il a ensuite souhaité la bienvenue aux nouveaux membres du comité, Mme Timothée-Milfort (Directrice Exécutive a.i. de la CIRH), et M. van Hauwermeiren (Observateur des ONGs Internationaux). La réunion du Comité de Pilotage du FRH a dû être reportée à deux reprises, mais a lieu aujourd'hui avec des directives claires du Gouvernement comme il en ressort de la réunion de la CIRH de ce matin : le Président Martelly a nommé une nouvelle directrice exécutive par intérim, Mme Timothée-Milfort et a informé avoir demandé au Parlement une prolongation de 12 mois du mandat de la CIRH. Au cours de sa présentation à la CIRH, le Président a défini un cadre clair pour la reconstruction et a identifié des priorités spécifiques, qui accordent également une importance au FRH et assurera l'optimisation de l'utilisation de l'aide étrangère par l'intermédiaire du Fonds.

3. Le Président a présenté et soumis l'ordre du jour de la réunion à l'approbation du CP. Tous les membres ont accepté l'ordre du jour soumis.

¹ Tel qu'approuvé par le Comité de Pilotage le 7 novembre, 2011



Remarques de la Représentante de la CIRH

4. Le Président a invité la représentante de la CIRH à faire un résumé des principales décisions de la réunion de la CIRH de la matinée. La représentante de la CIRH a informé le CP de deux recommandations importantes appuyées par les Co-présidents à la réunion de la CIRH. Tout d'abord les Co-présidents ont appuyés la mise en réserve de 30 millions de dollars pour le projet de 6 camps/16 quartiers et d'autre part ils ont soutenu la demande du gouvernement qu'aucun financement supplémentaire du FRH ne soit alloué jusqu'à ce que le gouvernement ait identifié ses priorités pour l'utilisation des fonds du FRH. La deuxième recommandation influencerait l'approbation du projet de production de lait qui est actuellement en cours d'examen par le CP. Le Président a invité les autres membres du CP d'ajouter toute autre information pertinente de la réunion du Conseil du matin.

5. Le représentant du Japon a souhaité obtenir des clarifications à propos de la demande du Gouvernement de mettre tous les projets en attente ou seulement ceux soumis à des décisions de financement futurs. Il a été précisé qu'il ne concernait que l'approbation du projet de Production de Lait et toutes les décisions futures de financement. L'Observateur de la Finlande a demandé si une NCP a été reçue de la CIRH pour les 30 millions de dollars demandés pour le projet de 6 camps/16 quartiers et a demandé le statut du projet de Production de Lait. L'Administrateur du Fonds a répondu qu'aucune NCP n'a été reçue pour le projet de 6 camps/16 quartiers et que le projet de Production de Lait avait été approuvé par la CIRH le 28 février. Le document complet du Projet de Lait avait été soumis au FRH la semaine précédente et aurait dû être approuvé la veille, mais qu'un moratoire pour l'approbation a été demandée par les Etats-Unis jusqu'en date du 22 juillet.

Approbation du procès-verbal de la réunion du 7 avril 2011.

6. Le Président a ensuite demandé l'approbation du procès-verbal de la réunion du CP du 7 avril 2011. L'Administrateur du Fonds FRH a expliqué que des commentaires avaient été reçus de six membres du CP qui ont été reflétés dans le brouillon de procès verbal. La représentante canadienne a demandé qu'il soit spécifié que le montant de 15 millions de dollars contribué par le Canada est en dollars canadiens pour l'Opération d'Appui Budgétaire Ciblé. Elle a aussi demandé que les commentaires du représentant du Canada au paragraphe 38 du procès-verbal soit corrigé comme suit: - «Le représentant du Canada fait remarquer que l'AFD fait partie d'une catégorie autre que les agences multilatérales et que le processus d'approbation de toute nouvelle Entité Partenaire devrait respecter avec diligence les standards



fiduciaires minimum tel que prescrits par le Fonds pour l'environnement mondial». " Suite à ces changements, le Président a approuvé le procès-verbal de la réunion du 7 avril 2011.

Brèves Mises à jour

7. **Fiduciaire** – Le Président a invité le représentant du Fiduciaire à fournir une mise à jour sur le statut des contributions et la situation financière du Fonds. Le Fiduciaire a présenté le rapport financier avec les données du 30 juin 2011, qui a été préparé par le Fiduciaire du FRH. Depuis le dernier Rapport Financier, deux contributions supplémentaires au Fonds ont été reçues : la Thaïlande a contribué pour 2.3 millions de dollars et le Nigeria a contribué pour 5 millions de dollars. Cela porte le nombre total de bailleurs du Fonds à 19 avec un engagement total de 352 millions de dollars, dont 335 millions de dollars ont été reçues. Le CP a pris des décisions totalisant 240 millions de dollars. Tel que détaillé dans le tableau 3 du Rapport de fiduciaire 55.78 millions de dollars restent disponibles pour l'allocation. De plus, le CP a établi une réserve de 40 millions de dollars qui seraient disponibles pour des allocations futures. Le Rapport Financier inclut également des informations sur les décaissements des EPs qui ont été fournies par les Entités Partenaires.

8. Le Président a remercié les Gouvernements du Nigéria et de la Thaïlande pour leurs contributions au Fonds, soulignant la performance du Fonds de recevoir des contributions de 19 bailleurs, totalisant 352 millions de dollars. Le Président a invité l'Administrateur du Fonds à faire une mise à jour sur les activités du Secrétariat.

9. **Secrétariat** – L'Administrateur du Fonds a référé le CP au Rapport du Secrétariat qui a été distribué au CP avant la réunion et qui informe en détail sur les activités du Secrétariat depuis la dernière réunion du CP. L'Administrateur du Fonds a ensuite présenté un bref aperçu du rôle du FRH dans le financement de la reconstruction globale et l'efficacité du Fonds (voir annexe 3). La présentation a souligné que les 352 millions de dollars qui ont contribué à la reconstruction par le biais du FRH représentent 20 pour cent des fonds décaissés pour Haïti jusqu'au mois de juin 2011 et qu'il nécessite en moyenne 128 jours de la soumission d'une NCP au transfert de fonds à l'Entité Partenaire (à la demande de l'un des membres du CP le temps nécessaire pour transférer des fonds du bureau FFMB de l'ONU à l'agence onusienne pertinente a été ajouté). En outre, l'Administrateur du Fonds a présenté un aperçu de la contribution du financement du FRH à combler les lacunes de financement sectoriels tels que définis dans le Plan d'Action pour la Reconstruction et le Développement et en contribuant aux secteurs prioritaires de la CIRH (les deux ont été présentés en tant que secteurs mais ont été définis différemment dans le Plan d'Action et par la CIRH), a souligné le niveau des décaissements d'EPs et a noté que 90 pour cent de financement approuvé du FRH est mis en



œuvre par le Gouvernement ou des agences associées au Gouvernement. A la suite de la présentation, le Président a invité le CP à poser des questions.

10. Le représentant espagnol a remercié l'Administrateur du Fonds pour sa présentation et a informé le CP que la balance de 17 millions de dollars de la contribution de l'Espagne devrait être versée au Fonds en 2011 et 2012, et qu'ils envisagent exprimer une préférence pour l'allocation de ce montant à l'appui budgétaire général avec la Banque Mondiale en tant qu'Entité Partenaire. Le représentant norvégien a félicité le Secrétariat et le Fiduciaire pour la qualité des rapports et a ajouté qu'il était particulièrement heureux de voir le temps pris pour le décaissement des fonds inclus dans la déclaration car cela permet aux bailleurs à suivre avec les Entités Partenaires et contribue à une prise de responsabilité par rapport à la population haïtienne. En outre, il a informé le CP que la Norvège envisage activement de faire une deuxième contribution au Fonds, dont la taille est encore à décider. La représentante canadienne a remercié le Secrétariat et le Fiduciaire de l'information pertinente des rapports présentés, mais a noté que le Système de Suivi des Entrées (SSE) n'avait pas été mentionné. La représentante du Canada a réitéré, comme cela avait été souligné par le Canada à la réunion précédente du CP, que le SSE ne doit pas empiéter avec le travail effectué par le Bureau de la Performance et de l'Anti-corruption de la CIRH (PAO). L'Administrateur du Fonds a répondu que le SSE était encore à l'essai et que, pour éviter les duplications, des discussions avaient eu lieu entre le Secrétariat, l'OIM et la PAO. L'Administrateur du Fonds a également précisé que le SSE ne sert pas uniquement à recevoir des plaintes, mais aussi des suggestions sur les projets mis en œuvre grâce au financement du FRH. Le Président a remercié la Norvège de considérer la possibilité d'effectuer une seconde contribution et a invité le représentant de la BID à présenter une mise à jour sur les projets pour lesquels la BID sert d'EP.

11. **Entités Partenaires : BID**– Le représentant de la BID a présenté un bref rapport sur les trois projets totalisant 36.5 millions de dollars pour lesquels la BID sert d'EP. Le premier, le Fonds de Garantie Partielle de Crédit est cofinancé par le FRH, la BID et la Banque Mondiale. L'objectif du Fonds est de fournir des garanties pour le crédit aux PME dont les entreprises ont été touchées par le séisme. À ce jour, 5 millions ont été versés au Fonds de Développement Industriel (FDI) en tant qu'organisme d'exécution devant fournir du crédit. De ceci, trois projets sont en cours pour environ 2 millions de dollars. Pour le projet d'éducation, des fonds sont utilisés pour l'achat de kits scolaires pour les élèves retournant à l'école en septembre. En outre, sept écoles seront mise en état en octobre / novembre. Cela s'ajoute aux 30 écoles à travers le pays dont la BID assure la construction / modernisation chaque année. Le projet d'Atténuation des Catastrophes Naturelles dans le Département du Sud d'un montant de 14 millions de dollars a eu certains retards dans son implémentation du fait d'un problème avec le leadership pour le projet, mais les décaissements par rapport à ce projet débiteront en octobre. Le représentant de la CIRH a demandé des éclaircissements sur le Ministère en charge



du projet dans le Sud. Le représentant de la BID a confirmé que le Ministère de l'Agriculture est le ministère responsable et que le financement du FRH est une partie d'un projet de bassins versants d'un montant de 30 millions de dollars dans le Nord et le Sud.

12. **ONU** - Le représentant de l'ONU a souligné que l'ONU dispose de 4 projets en cours et de 4 projets supplémentaires dont la mise en œuvre devrait débuter très prochainement. Un résumé du statut des 8 projets pour lesquels l'ONU est l'EP a été distribué au CP. Les fonds ont été récemment reçus pour le second projet de Gestion des Débris et le Plan de Prévention Sismique du Nord. Le document final de projet pour le projet d'Appui au Logement a été approuvé il ya quelques jours et on s'attend à recevoir du financement dans les deux prochaines semaines. Le représentant de l'ONU a souligné avoir compris la demande du CP pour la mise en œuvre efficace et des décaissements rapides et a souligné qu'il partage cette vision et que l'ONU fera de son mieux. Il a souligné cependant que le premier projet pour lequel l'ONU a reçu du financement, le premier projet de Gestion de Débris, était seulement en Décembre 2010 et que, traditionnellement, les six premiers mois d'un projet se concentrent principalement sur des activités telles que la passation de marchés, l'embauche de personnel, etc, qui ne nécessitent pas beaucoup de décaissement. Il a noté également que suite à la comparaison avec d'autres fonds multi bailleurs le taux de décaissement du FRH est encourageant. En outre, le niveau de décaissement en seulement un indicateur approximatif de la performance vu que les projets sont approuvés à des moments différents et mis en œuvre selon un calendrier varié. Les projets ne peuvent donc être réellement évalués qu'individuellement selon le calendrier pour ce projet spécifique. Le projet de Réduction des Risques et Désastres dans le Département du Sud a déjà décaissé 20 pour cent et le premier projet de Gestion de Débris a un taux de décaissement de 28 pour cent. Le premier projet n'a connu aucun retard, tandis que le second a connu quelques retards dus à la nécessité d'avoir des discussions avec les propriétaires de maisons ou de l'inaccessibilité de certaines zones. Le représentant de l'ONU a également mentionné qu'ils vont tenter de réduire le temps requis pour la préparation des projets, mais a souligné que là aussi il ya une grande différence en fonction de la complexité des projets et le point de développement de la rédaction du document de projet quand la NCP est soumis au CP pour approbation. Enfin, il est important de trouver un équilibre entre le besoin de résultats rapides et de s'assurer du leadership des acteurs locaux. Le temps supplémentaire de préparation et de mise en œuvre nécessaire est de grande valeur, si cela permet de ministères et d'autres autorités haïtiennes de jouer leur rôle et par le biais d'une appropriation qui assurera la pérennité du projet. Le représentant de l'ONU a souligné qu'en tant que membre du CP du FRH et représentant l'une des Entités Partenaires, il a la responsabilité de pousser à l'accélération de la mise en œuvre des projets.

13. Le Président a invité à poser des questions. Le représentant des Etats-Unis a demandé si toutes les autorisations gouvernementales nécessaires avaient été obtenues pour le second projet de Gestion de Débris. Le représentant de l'ONU a confirmé que toutes les signatures et



les approbations nécessaires ont été obtenues afin de commencer avec la mise en œuvre du projet.

14. **BM-** Le représentant de la Banque Mondiale a informé le CP qu'il n'y avait que de petits changements à signaler depuis la dernière réunion du CP sur le statut des trois projets pour lesquels la Banque Mondiale sert d'Entité Partenaire. Pour l'Opération de Développement des Politiques d'Urgence en Haïti, une équipe est actuellement en Haïti pour mener une évaluation des réformes mises en œuvre. Un rapport final sera produit, qui sera soumis au CP sous peu. Le représentant de la Banque Mondiale a indiqué que le projet de Reconstruction de Logements d'un montant de 15 millions de dollars a connu des retards mineurs et sera effective durant la dernière semaine du mois de juillet. Le document complet du projet pour l'Opération d'Appui Budgétaire Ciblé pour laquelle la NCP a été approuvée peu après la dernière réunion du CP est encore en préparation. Le Président a invité ensuite la SFI à présenter sa mise à jour sur la Facilité de Financement de Logement.

15. **SFI-** Le représentant de la SFI a commencé par remercier le CP d'avoir accepté la SFI en tant qu'Entité Partenaire pour les projets financés par le FRH. Le représentant de la SFI a noté qu'il a été demandé à la SFI de servir d'EP pour la Facilité de Financement du Logement, dont la NCP a été approuvée le 28 février 2018 par la CIRH, à la condition d'identifier une Entité Partenaire adéquate. Le représentant de la SFI a informé le CP que la SFI avait travaillé avec les promoteurs du projet pour évaluer la faisabilité pour la SFI d'être cette Entité Partenaire, mais que la SFI ne pouvait accepter d'être l'EP vu que le projet ne s'aligne pas avec ses politiques et procédures.

16. La représentante de la CIRH a noté que la Facilité de Financement du Logement est un projet important pour la CIRH et qu'il est un instrument pour lequel la CIRH demande du financement par le biais de l'Appel à Propositions. Elle a demandé des éclaircissements à savoir si un autre Entité Partenaire allait prendre la relève pour ce projet. Le représentant de la SFI a précisé que ce serait de la responsabilité des promoteurs du projet de revenir à la CIRH afin de chercher une autre EP. Il a déclaré être d'accord sur l'importance d'avoir un mécanisme de financement des logements pour les plus pauvres de la population, mais a noté que cela ne pouvait se faire en offrant du crédit, mais plutôt en travaillant sur une offre adaptée et subventionnée de logements sociaux, ce sur quoi la SFI travaille en investissant dans la création d'une industrie locale de la promotion immobilière en Haïti, et en participant activement à la réflexion sur la création de subventions ciblées au logement, avec le reste des acteurs du secteur. Le représentant de la SFI a également ajouté qu'ajouter davantage de liquidités en devises étrangères dans un système qui est déjà très liquide n'est pas la solution. Que les institutions financières locales ont besoin de solutions de partage de risques. Il a



souligné *Kay Pam*, lancé récemment par le Président Martelly et la BNC, comme le meilleur exemple de ce qui peut être fait en Haïti avec la liquidité locale.

17. Le représentant des Etats-Unis a demandé que la Banque Mondiale fournisse des éclaircissements sur l'obstacle entravant l'effectivité du projet de Reconstruction de Logements, notant qu'ils comprenaient que ceci était lié à la recherche d'une opinion juridique. Le représentant de la Banque Mondiale a noté que cette question était sur le point d'être résolue par le Gouvernement. Le représentant du Ministère des Finances a indiqué que la question liée à l'avis juridique devrait être résolue au cours la prochaine semaine.

Examen des demandes de financement avec la CIRH

18. Le Président est passé au point suivant à l'ordre du jour, la revue des demandes de financement. L'Administrateur du Fonds FRH a présenté les deux demandes de la CIRH qui avaient été soumises pour examen par le CP, rappelant que le CP peut prendre une de ces trois décisions de financement: (i) réserve de fonds, (ii) mettre des fonds de côté sur la base d'une NCP, ou (iii) d'allouer des fonds sur la base d'un document de projet complet. La première décision de financement soumise à l'examen du CP est la demande de M. Rouzier à la réunion de la CIRH au nom du Gouvernement de réserver 30 millions de dollars pour le projet de 6 camps/16 quartiers avant la soumission de la NCP ou du document complet de projet au CP du FRH. Il a ajouté que la NCP et un brouillon du projet de document pour le projet de 6 camps/16 quartiers sont actuellement examinés par la CIRH. Le Président a rappelé l'importance du projet 6 camps/16 quartiers comme étant une priorité du Gouvernement et a exprimé son soutien à la mise de côté des fonds tandis que la NCP et le document de projet étaient en préparation.

19. L'observateur finlandais a noté qu'étant donné que la requête de financement formulée par le Président d'Haïti, avait également été soutenu par les deux Co-présidents et répondait à la demande des bailleurs de fonds d'avoir un leadership clair et des orientations de la part du Gouvernement et vu l'importance de reloger les personnes déplacées vivant dans des camps, le CP n'avait pas d'autre choix que de mettre de côté des fonds et soutenir la demande du Gouvernement. Le représentant espagnol a demandé des éclaircissements sur le coût total du projet de 6 Camps/16 quartiers et a demandé si du financement provenant d'autres sources a été obtenu pour le projet. La représentante de la CIRH a précisé que l'estimation du coût total pour le projet était encore en cours de finalisation, mais il devrait se situer autour de 90 millions de dollars et que certaines autres sources de financement avait été obtenues pour couvrir par exemple la Gestion des Débris.



20. L'observateur de la Finlande a demandé des éclaircissements sur les questions de délivrance de titres fonciers soulevés lors de la réunion CIRH de la matinée. La représentante de la CIRH a répondu que des solutions innovantes, communautaires ont été élaborées pour répondre à ces préoccupations et que certaines des questions seraient traitées dans le projet d'Appui au Logement. L'observateur finlandais a répondu en soulignant la nécessité d'adopter un cadre stratégique permettant aux communautés de travailler à résoudre le problème de la propriété foncière et autres questions similaires. Le représentant de l'ONU a mis en garde le CP de se lancer dans une discussion hypothétique sans la présence de l'équipe de projet et sur de nombreuses questions qui sont probablement déjà abordées dans le document de projet. En ce qui concerne le budget, le représentant de l'ONU a précisé qu'il devrait être autour de 97 millions de dollars, dont 20 millions de dollars qui ont déjà été obtenus d'autres projets qui sont déjà en cours. En plus des discussions sont en cours avec la Croix-Rouge pour un possible financement supplémentaire. 30 millions de dollars ont été demandés au FRH afin que dans plusieurs quartiers rattachés à des camps spécifiques, le projet puisse commencer de manière intégrée.

21. L'observateur de la Société Civile a souligné l'importance de transmettre tous les commentaires du CP à l'équipe de projets et a promis de fournir ses commentaires par écrit. Elle a également souligné la nécessité de fournir un soutien au CIAT et aux Ministères concernés pour la mise en œuvre de ce projet et la nécessité de prendre en compte le risque sismique dans certains quartiers. Le représentant des Etats-Unis a souligné qu'il est uniquement demandé au CP de mettre de côté 30 millions de dollars à ce stade et que l'examen et l'approbation du projet surviendrait à une étape ultérieure. Il a ajouté qu'il avait lu une grande partie de la documentation du projet, qui répond à plusieurs des préoccupations soulevées telles que la supervision de la reconstruction. Le représentant des Etats-Unis a donc proposé que le CP augmente la réserve financière du FRH de 30 millions de dollars afin d'accorder au CP de la flexibilité pour mettre des fonds de côté pour le futur projet de 6 Camps/16 Quartiers à la suite de la soumission et de l'approbation de la NCP. L'Administrateur du fonds a précisé qu'avec le montant additionnel de 30 millions de dollars, la réserve financière du FRH sera de 70 millions de dollars. Le Président est passé au vote. **DÉCISION:** Il a été décidé que la réserve financière du FRH s'élèverait à 70 millions de dollars.

22. Le Président a présenté la deuxième décision soumise à l'examen du CP, à savoir suspendre toutes les décisions de financement actuelles et futures et a noté que cela affecterait l'approbation du projet proposé de Production de Lait d'un montant de 17 millions de dollars actuellement en cours d'examen par le CP, ainsi que la demande des américains de mettre en réserve 7.5 millions de dollars pour l'appui budgétaire. Les brésiliens ont demandé des éclaircissements sur la demande des américains de mettre en



réserve 7.5 millions de dollars pour l'appui budgétaire. Le représentant des Etats-Unis a expliqué que, dans le cadre de sa contribution globale, les États-Unis demandent que le CP réserve 7.5 millions de dollars pour l'appui budgétaire ciblé, et qu'une contribution additionnelle des Etats-Unis au FRH de 5 millions de dollars est encore à venir. Il a également ajouté qu'au cas où les priorités du Gouvernement changeraient et que l'appui budgétaire ne serait plus la priorité du Gouvernement, alors les Etats-Unis rétracteraient leur préférence pour cette utilisation des fonds. L'Administrateur du Fonds a souligné que la demande du Gouvernement Martelly avait été de suspendre toutes les décisions de financement, sauf la mise de côté de 30 millions de dollars afin d'offrir plus de temps au Gouvernement afin d'envisager la meilleure utilisation des fonds du FRH, aussi peu qu'il soit disponible. Ce serait donc inclure la suspension de l'approbation de 17 millions de dollars pour le projet de Production de Lait, ainsi que la réserve de 7.5 millions de dollars pour l'appui budgétaire.

23. La représentante du Canada a fait remarquer que le CP ne doit pas seulement considérer les priorités du Gouvernement mais aussi les besoins du peuple haïtien d'obtenir une réponse rapide. Cela soulève la question de combien de temps les fonds doivent être gardés en réserve. L'observateur de la Société Civile a exprimé son accord avec la préoccupation soulevée par le Canada et a ajouté que la suspension de l'approbation du projet de Production de Lait aurait un impact sur les zones rurales où le projet aurait créé des emplois. L'observateur de la Société Civile a donc demandé que la suspension des décisions soit d'une durée limitée. Ajoutant que même si la situation des gens vivant dans les tentes à Port-au-Prince est plus visible, il ne faut pas oublier les besoins de la population rurale et la construction de 30 usines de production de lait créerait beaucoup de travail pour les gens vivant à la campagne.

24. La représentante de la CIRH a noté qu'il était simplement une question d'amasser plus de fonds pour répondre aux nombreux besoins et a lancé un appel aux bailleurs à contribuer davantage de fonds au FRH. C'est la saison des ouragans de sorte qu'il est primordial que les gens soient déplacés hors des camps. En réponse à la question du Canada, elle a proposé une suspension de 10 à 12 jours. Le représentant de la Banque Mondiale en tant qu'Entité Partenaire a ajouté qu'il y avait un risque de réputation lié à des fonds restés inactifs dans le Fonds. L'Administrateur du Fonds a confirmé la suggestion de suspendre les décisions pour une durée de 10 jours ouvrables pour permettre au Gouvernement Martelly de discuter de ses priorités avec la CIRH. Il a proposé que, si aucune autre indication n'est reçue du Gouvernement à ce moment alors le projet de Production de Lait serait mis en circulation pour approbation du CP selon la pratique du CP pour l'approbation de non-objection et la réserve serait augmentée d'un montant additionnel de 7.5 millions de dollars dans la perspective d'un futur appui budgétaire.



25. Le représentant des Etats-Unis était d'un avis différent par rapport à cette approche et a demandé qu'une décision sur le Projet de Production de Lait soit suspendue jusqu'à la prochaine réunion du Comité pour permettre une enquête sur un possible conflit d'intérêt. Il semble que l'un des promoteurs du projet puisse en bénéficier. Le représentant du Brésil a accepté la proposition avancée par les Etats-Unis, à savoir que plus de temps est nécessaire pour examiner le projet de Production de Lait. Etant donné qu'il ya eu une réserve sur une longue durée pour ce projet, le représentant du Brésil a exprimé le souhait que l'approbation du projet de Production de Lait ne fasse par l'objet d'une décision sur une base de non-objection par e-mails, mais que la décision soit suspendue jusqu'à la prochaine réunion du CP.
26. Le représentant espagnol a relevé que le PAO a étudié tous les projets qui ont été soumis à la CIRH. Quelle a été la conclusion de la PAO à la suite de son enquête sur le projet de Production de Lait? L'Administrateur du Fonds a précisé que la CIRH approuve les NCPs et n'examine pas généralement le document de projet complet. Le document complet du projet est soumis à la CIRH seulement après l'approbation par le CP du document de projet complet. Ce serait à ce moment que le PAO effectue un examen approfondi du projet. Compte tenu de la demande d'examiner le projet avant l'approbation du CP, il serait prudent de retarder la décision sur le financement du projet à la prochaine réunion du Comité de manière que le PAO ait suffisamment de temps pour procéder à un examen. L'observateur de la Société Civile a fait remarquer qu'elle n'était pas au courant de l'éventuel conflit d'intérêt et a convenu que le PAO devrait faire une enquête.
27. Le représentant de l'ONU a résumé que ce matin, lors de la réunion de la CIRH, il a été demandé au CP du FRH de réserver 30 millions de dollars à l'égard du projet de 6 camps / 16 quartiers et de s'abstenir de toute nouvelle approbation d'autres décisions de financement jusqu'à ce que les priorités du Gouvernement aient été définies. Il a suggéré que toutes les décisions de financement soient mises en attente et que des éclaircissements soient demandés au Gouvernement à savoir si l'appui budgétaire est une priorité pour l'utilisation des fonds du FRH avant de prendre une décision de mettre de côté des fonds. L'Administrateur du Fonds a suggéré que la mise en réserve des 7.5 millions de dollars pourrait être décidée virtuellement.
28. Le représentant des États-Unis a fait remarquer qu'il avait été demandé au CP de ne pas approuver d'autres projets et a souligné que la mise en réserve de 7.5 millions de dollars à l'égard de l'appui budgétaire n'allait pas à l'encontre de cette demande. Le représentant des Etats-Unis a demandé aux membres votants du CP d'approuver l'augmentation de la réserve de 7.5 millions de dollars en considération de propositions futures pour appui



budgétaire. Tous les membres votants ont approuvé l'augmentation de la réserve de 7.5 millions de dollars.

29. **DÉCISION:** La réserve du FRH augmenterait d'un montant additionnel de 7.5 millions de dollars, pour s'élever à un total de 77.5 millions de dollars. Il a également été décidé de suspendre les décisions de financement supplémentaire pendant 10 jours ouvrables.

Clôture

30. Le Président a remercié tous les membres du CP ainsi que les Observateurs pour leur participation à cette réunion.



Tableau: Décisions, Responsabilités et Calendrier

Activités	Action	Responsable	Calendrier
Approbation du Procès Verbal de la sixième réunion	Publication sur le site web du Fonds	Secrétariat	Immédiat
Présentation du Rapport Financier	Publication sur le site web du Fonds	Secrétariat	Immédiat
Projet 6 camps/16 quartiers	Informers le Gouvernement et la CIRH de la décision d'augmenter la réserve financière du FRH par anticipation de la NCP du projet de 6 camps/16 quartiers et de suspendre toutes décisions de financement durant les 10 prochains jours	Secrétariat	Immédiat
Projet de Production de Lait	Informers le PAO de la CIRH et l'Entité Partenaire de la requête de réaliser une investigation sur un possible conflit d'intérêt et de reporter l'examen de l'approbation du projet à la prochaine réunion du CP.	Secrétariat, CIRH et PAO	Immédiat
Augmentation de la Réserve Financière du FRH	Le Fiduciaire doit refléter dans le Rapport Financier ultérieur l'augmentation de la réserve financière du FRH pour un montant de 77.5 millions de dollars	Fiduciaire	Immédiate
Date de la prochaine réunion du Comité de Pilotage	Se mettre d'accord sur la date de la prochaine réunion du FRH.	Tous	Dépend de la date de la prochaine réunion du Conseil de la CIRH



ANNEXE 1

Représentants et Observateurs Officiels

Représentants / Representatives

Membres votants / Voting members

Government d'Haïti / *Government of Haiti* M. Yves Robert Jean, Président
M. Alfred Metellus

Brésil / *Brazil* M. Rubens Gama Dias Filho

Canada Mme Lise Filiatrault

Norvège / *Norway* M. Espen Rikter-Svendsen

Etats-Unis / *United States* M. Tom Adams

Espagne/ *Spain* M. Arturo Reig Tapia

Japon/ *Japan* M. Kentaro Minami

Entités Partenaires / Partner Entities

BID / *IDB* M. Eduardo Almeida

ONU / *UN* M. Nigel Fisher

Banque Mondiale/ *World Bank* M. Mathurin Gbetibouo

SFI/*IFC* M. Ary Naim

Agent Fiscal

Fiduciare/Trustee M. Jonathan Caldicott

Observateurs / Observers (Officiels)

Autorités Locales (Maires) M. Joseph Gontran "Billy" Louis

Autorités locales (Casecs) M. Raoul Pierre-Louis

Diaspora M. Joseph M.G. Bernadel



Fonds de Reconstruction d'Haïti

Fonds pour le redressement, la reconstruction et le développement d'Haïti



ONGs Nationaux

Mme. Carmèle Rose-Anne Auguste

ONGs Internationaux

M. Roland Van Hauwermeiren

Secteur Privé

M. Reginald Boulos (absent)



ANNEXE 2 : ORDRE DU JOUR DE LA REUNION

Septième Réunion du Comité de Pilotage

Ordre du Jour Préliminaire

Le 22 juillet 2011

Hôtel Montana, Port au Prince

16:00 - 18:30

- 16:00 - 16:10** Mot de bienvenue par le Président
- 16:10 - 16:30** Mot du Représentant de la CIRH
- 16:30 - 16:45** Approbation du procès-verbal de la réunion du 9 avril 2011
- 16:45 - 17:30** Brèves mises à jour:
- Fiduciaire
 - Secrétariat
 - Entités Partenaires (sur la mise en œuvre des projets)
- 17:30 - 18:00** Revue des Requêtes de Financement reçues de la CIRH
- Mettre de côté 30 millions de dollars pour le projet de 6 camps/16 quartiers.
 - Suspension des décisions de financement en cours
- 18:00 - 18:30** Autres Affaires
1. Requête des Etats-Unis de mettre des fonds de côté pour l'appui budgétaire
 2. Options pour la gouvernance du FRH dans l'administration Martelly
- 18:30** Clôture




ANNEXE 3 : PRESENTATION DU SECRETARIAT DU FRH




HRF Secretariat Report

7th HRF Steering Committee Meeting
July 22, 2011
Port-au-Prince

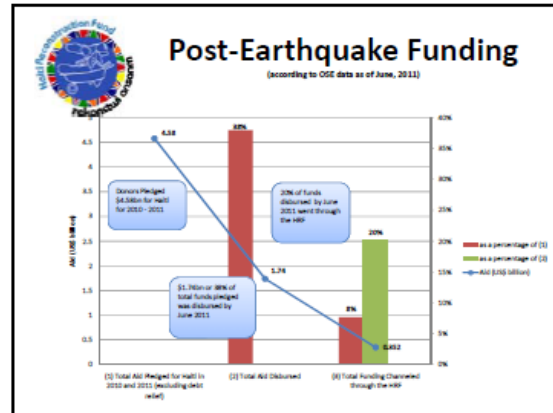



1. Update on HRF Performance in Mobilizing and Allocating Resources



HRF Funding Status

- As of mid-July 2011, nineteen donors have committed \$352 million to the Fund, of which \$335 million has been received.
- 20% of all reconstruction finance disbursed to Haiti by June 2011 was channeled through the HRF.
- To date, \$ 237 million has been allocated for 14 reconstruction activities.
- \$56 million is available for allocation. With anticipated demand, we are running out of funds.




Speed of HRF Response

(Data as of June 30, 2011)

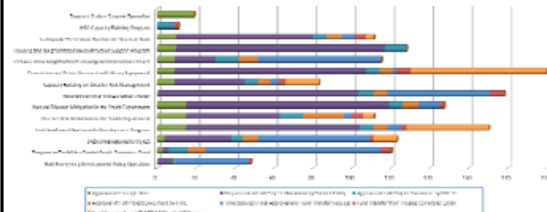
- On average, the full project preparation process took **128 days** from receipt of a project concept note until the transfer of funds to the Partner Entity.
- Almost half of this time (55 days) is spent on the preparation of the full project document, reflecting both the complexity of projects financed and time required for extensive consultations with stakeholders.




Processing Time by Project

(Data as of June 30, 2011)

Total project processing time ranges from 11 days to 204 days, depending on the complexity of the operation.



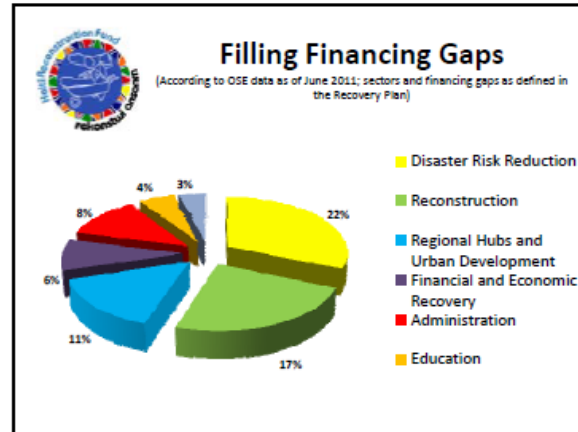
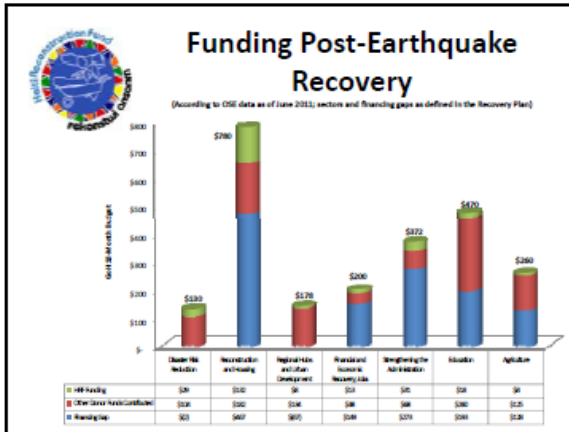

2. Sectoral Allocation of Resources



Financing of IHRC Priority Sectors

IHRC Priority Sectors	IBRC Approved Projects*			IBRC Funded Projects**		
	(i) Total Value of Projects Approved by the IBRC by Sector	(ii) Total Value of Projects Approved by the IBRC with Funding	(iii) Funded Projects as a Percentage of All IBRC Approved Projects (%)	(iv) Total IBRC Funding for Projects by Sector	(v) Percentage of Total IBRC Funding Allowed by Sector	(vi) Percentage of Funding Provided by the IBRC (%)
1 Housing	276	355	128%	102	47%	37%
2 Debris Removal and Management	46	4	8%	42	10%	12%
3 Education	700	305	43%	25	1%	3%
4 Energy	212	81	38%	0	-	-
5 Health	359	236	66%	0	-	-
6 Job Creation	697	366	52%	35	1%	2%
7 Water and Sanitation	248	136	55%	0	-	-
8 Capacity Building	65	51	78%	1	0.4%	2%
9 Other/Cross-Sectoral	542	349	64%	33	1%	6%
Total	3,102	1,877	60%	217	10%	24%

* IBRC Approved Project data is presented as updated and reported by the IBRC's Performance and Anti-Corruption Office in June 2011. Data only includes those projects which have been validated in and approved by the IBRC.
** Project amounts including Partner Entity fees.



3. Disbursements and Flow of Funds

HRF Project Disbursements

(as of June 30, 2011)

- 15 percent or \$35 million in HRF-approved funds (\$237 million) has been disbursed by the PEs.
- 20 percent or \$72 million out of \$363 million in HRF and other donor funding for the 14 HRF projects has been disbursed by the PEs.
- Out of 13 projects that have received final SC approval, 8 have disbursed HRF or other donor funding.
- Disbursements increased by 40 percent since December 2010.

